

Première Table-Ronde

Table-ronde animée par Yves LICHTENBERGER Président de l'Université Paris-Est

Yves LICHTENBERGER

Je remarque que les coopérations entre écoles et universités se nouent à partir de la recherche et en prenant en compte la nécessité de construire ensemble la recherche. Aucun ne peut le faire seul de son côté. En revanche, dès que l'on aborde les questions d'enseignement, on est davantage dans le domaine du partage des responsabilités. Je suis frappé de voir à quel point les logiques de niveaux l'emportent sur les logiques de spécialités, notamment en raison du fait que de plus en plus d'écoles d'ingénieurs, aujourd'hui, poursuivent une formation en master. Le master, c'est un ingénieur *plus quelque chose...* l'ingénieur, c'est un master *plus quelque chose...* Les deux équations ne sont compatibles que si le « plus » n'est pas de même nature et s'il est amené en amont par l'ingénieur et en aval par le master.

Eric FROMENT

Il me semble qu'il faut savoir si l'on doit parler du système français et de ce qui a été décrit comme étant l'une de nos caractéristiques, c'est-à-dire l'opposition entre écoles et universités, ou bien s'il convient plutôt de se situer dans une perspective internationale et de savoir comment la France peut se situer par rapport à elle.

Je crois qu'il ne faut pas rester dans le cadre français. Naturellement, je comprends les enjeux que recèlent les questions liées au titre d'ingénieur et je ne m'étonne pas que les universités souhaitent conserver ce titre. La question de savoir s'il faut savoir raisonner au niveau local ou sur des réseaux nationaux n'est d'ailleurs pas nécessairement une question qui doit être tranchée de la même façon par toutes les écoles. Elle suppose cependant de concevoir une stratégie clairement définie, sans chercher à gagner sur tous les terrains. Faut-il le rappeler ? Toute stratégie recèle des risques. Il faut les assumer. Les universités sont dans la même situation. Une université qui intègre un PRES prend le risque d'être diluée dans celui-ci. Une université restée hors d'un PRES prend le risque d'être marginalisée.

Tous les établissements d'enseignement supérieur doivent choisir une stratégie. Les articulations avec les autres établissements étrangers doivent être pensées. Je suis assez inquiet de constater le désintérêt pour l'espace européen. Certes, beaucoup militent pour sortir d'une logique strictement hexagonale, mais fort peu, me semble-t-il, sont des défenseurs de l'espace européen. La question

est de savoir si, pour sortir de l'hexagone, il est possible d'entrer directement sur la scène internationale, ou s'il faut s'appuyer sur les réseaux européens. C'est un vrai problème.

Catherine PARADEISE

Je réagis par rapport à l'exposé d'Eric Froment. J'ai parlé de transformations parallèles des systèmes nationaux aux initiatives nationales et Eric Froment a parlé d'initiatives européennes. Or on s'aperçoit que l'articulation entre les deux est loin d'être évidente, et les convergences ne tiennent pas à l'action de l'Europe. Certes, le processus de Bologne est utilisé comme argument pour jouer des réformes au niveau national. Bologne est un processus intergouvernemental. Le processus de Lisbonne vient percuter Bologne ainsi que les logiques nationales qui se jouent en France par le renforcement de l'université. Il faut donc effectivement réfléchir au rôle de moteur de l'Europe dans ce mouvement. Chaque pays, chaque institution peut être amenée à jouer la carte du marché, lequel ne se limite pas à l'Europe. L'Europe n'est pas un lieu de transit privilégié pour jouer la carte de l'international. D'où un panorama complexe.

Claude MAURY

J'ai tenu un discours sur le LMD concernant Bologne. En écoutant l'exposé de Mme Paradeise j'ai été frappé d'une chose. Je pense que, aujourd'hui, la dimension principale de la problématique d'enseignement supérieur est institutionnelle. Nous sommes trop rentrés dans des questions pédagogiques de façon parfois artificielle. L'enjeu, aujourd'hui, est institutionnel. J'en vois un signe fort : il y a eu en Allemagne des institutions d'excellence. Or, les premières, dont celle de Munich, ont refusé d'emblée et assez vivement de suivre le processus de Bologne. Le problème de Bologne et de l'homogénéisation est que la durée est de 25 ans, ce qui est trop long. La problématique de ParisTech est d'abord de nature institutionnelle : il s'agit d'échapper au syndrome de la tête d'épingle. La stratégie est d'exister comme institution. Les écoles de la troisième catégorie, que j'ai décrites tout à l'heure, sont, en tant qu'institutions, assez embarrassées.

Un intervenant

Nous connaissons une relative déspecialisation des institutions entre les écoles, les organismes de recherche et les universités. Or, à elles seules, ces institutions ne peuvent pas occuper la largeur de l'éventail. Elles se retrouvent donc dans le choix quelquefois cornélien suivant : soit s'associer à des réseaux spécialisés, comme l'a fait ParisTech, soit s'associer dans le cadre d'un territoire déspecialisé, c'est la voie des PRES, soit faire les deux, comme l'Ecole des Ponts et Chaussées.

Laurent ROSSO

On raisonne en termes de concurrence et d'utilité. Si l'on met en place des dispositifs c'est parce que, certes, il existe des logiques de pouvoir. Mais il existe surtout des logiques d'utilité. Nous en

avons tous conscience. Sur les thématiques et sur les champs de spécialités, je pense que nous investissons deux échelles : l'échelle technologique – il y a une vraie utilité à développer et à valoriser le niveau technologique comme d'autres l'ont fait – et l'échelle thématique : par exemple, AgroParisTech se concentre sur les domaines du vivant et de l'environnement. Pour être compétitif, crédible et cohérent, il faut développer une utilité structurée autour de ces deux échelles. Il ne faut pas faire du généralisme et demeurer sur des postures de métiers et de thématiques.

Etienne LANDAIS

Par rapport à ce que j'exposais ce matin sur les problématiques propres à nos écoles, il me semble que le débat que nous avons eu a été assez académique. Nous avons beaucoup parlé de formation et de la recherche mais pas tellement de la dimension dont je vous parlais, l'implication dans le développement.

Or, pour nous, c'est là quelque chose de très important : il me semble qu'on nous demande de plus en plus, en tout cas pour les grandes écoles de Province, de nous légitimer par une implication dans le développement territorial. Le conseil régional, en effet, nous finance et attend des résultats sur ce point. L'Europe attend fortement aussi sur le développement et souhaite que les métiers que nous enseignons renvoient à la question de la gestion des espaces ruraux et des territoires. C'est à travers cette dimension que nos partenaires économiques nous considèrent. Ils sont aussi les employeurs de nos élèves et participent à l'élaboration de nos enseignements. 67 % de notre budget de fonctionnement provient de ressources propres. C'est sur cela que nous pourrions nous développer ; je n'attends pas beaucoup des ressources de la dotation d'Etat à terme. Je vous avouerais que cette question me pose autant de questions que toutes les autres réunies !

Yves LICHTENBERGER

Merci à tous les intervenants de cette matinée.